

LA CRISE POLITIQUE AU SEIN DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN : JEUX ET ENJEUX

ANNE DISSEZ*

Au-delà de la bataille pour la succession de Thabo Mbeki, c'est l'édifice politique construit par l'ANC pendant les années de lutte contre l'apartheid et maintenu après les élections de 1994 qui se fissure.

L'alliance entre l'ANC, le syndicat COSATU et le Parti communiste, qui s'était révélée d'une grande efficacité durant les années de lutte contre l'apartheid, résiste mal à l'exercice du pouvoir. Il en résulte une grande confusion politique, mais cette crise révèle surtout l'impossibilité pour les dirigeants de l'alliance tripartite gouvernementale, d'initier un processus de rupture, malgré les pressions des militants. La grande crainte des appareils politiques étant l'incapacité de mesurer le poids électoral des uns et des autres, aucun d'eux ne s'étant jamais présenté seul devant les électeurs.

La crise sud-africaine, qui s'est polarisée autour de la prétention de Jacob Zuma à la succession de Thabo Mbeki, est-elle dépassée ? Elle a en tout cas franchi un cap, celui de la politique. La confrontation entre les deux hommes et leurs supporters passe encore par la justice, plutôt que par le débat, mais les comportements changent parce que les rapports de force se définissent plus précisément. Les injures et les menaces ont cédé la place à des arguments de fond sur la nature du régime sud-africain et la transformation du concept de « révolution démocratique nationale », du moins en apparence. Le gouvernement réaffirme son homogénéité et appelle à l'unité de l'ANC, les partisans de Jacob Zuma sont plus divisés, du South African Communist Party (SACP) on n'entend que la voix de Blade Nzimandé, secrétaire général, très proche de l'ancien vice-président. Quant au syndicat COSATU, l'implication de sa direction dans ce qu'il est convenu d'appeler l'« affaire Zuma » risque de polariser les débats du congrès,

* JOURNALISTE À RADIO AFRICA N° 1

qui s'est tenu du 18 au 21 septembre, le neuvième depuis la création du syndicat en 1985.

Il est probable que les tensions et les manœuvres vont s'exacerber jusqu'au congrès de l'ANC, en décembre 2007, où les délégués auront à choisir, très vraisemblablement entre plusieurs candidats, le président du mouvement et, de fait, le futur président de l'Afrique du Sud.

Cependant, une telle crise laisse des traces politiques profondes, dont la première expression aura été la désaffectation de l'électorat pour les élections locales du 1^{er} mars dernier.

Le contexte de la crise politique

La succession de Thabo Mbeki, à qui la Constitution ne permet pas de briguer un troisième mandat, provoque la plus grande crise publique qu'a connu le mouvement, depuis sa création, en 1912. Jusque-là, et même dans l'exil, les affrontements étaient peu perceptibles publiquement. Quelques grandes questions sont connues aujourd'hui pour avoir divisé le mouvement, comme par exemple au début des années 60 la décision de lancer une branche armée de l'ANC, dite MK (Umkhoto we swize : la lance de la nation) ou l'analyse des événements de Soweto en 1976 à l'occasion desquels l'ANC avait été peu présent sur le terrain, ou enfin, à la suite de cela, la décision de faire des townships le lieu de l'affrontement avec le régime d'apartheid.

Mais les plus grandes luttes internes, qui ont dominé la vie de l'ANC pendant les dernières années de la lutte contre le Parti National, se sont menées entre l'aile militaire, dirigée par Joe Modise, futur ministre de la Défense, aujourd'hui décédé, et l'aile politique et diplomatique, dirigée, en exil, par Oliver Tambo, père politique de Thabo Mbeki, qui a toujours donné la priorité à la ligne diplomatique. Mais ce qui était au début un débat d'orientation est devenu dans le courant des années 80 et sous la pression des affrontements violents dans les townships une divergence de fond sur la stratégie de construction de la nouvelle Afrique du Sud. C'est ainsi que Thabo Mbeki a été à l'origine des premières rencontres, en exil, avec des représentants blancs du Parti national. Ces ouvertures, qui étaient loin de faire l'unanimité au sein de l'ANC, ont été fortement soutenues par le dirigeant du Parti communiste sud-africain, Joe Slovo, décédé aujourd'hui. Véritable idéologue de la lutte contre l'apartheid, il fut, après la libération des prisonniers politiques et le retour des exilés, l'artisan décisif d'une politique d'ouverture vis-à-vis des Blancs. La publication en 1992 d'un texte cadre, *Sunset Clause*, organisant les relations

Blancs-Noirs, notamment dans l'administration, après la victoire de 1994, eut l'effet d'un coup de tonnerre sur les rêves entretenus par la communauté noire, pour qui la fin du régime blanc fut plus le résultat de leurs luttes dans les townships que des négociations, et donc des compromis, menés avec le Parti National sous la pression de la communauté internationale.

Pendant ces années, la bataille de Thabo Mbeki s'est jouée autour des choix économiques de la construction du pays. 1996 a été l'année de sa prise du pouvoir : vice-président de Nelson Mandela, il gagne publiquement la bataille pour l'adoption d'un plan cadre, le GEAR (Growth Employment And Redistribution) en remplacement du RDP (Reconstruction and Development Program), nettement plus socialisant, et fait désigner, par Mandela, un gouvernement approprié à l'application de ce plan.

C'est une énième partie de ce débat qui se joue en plusieurs épisodes à travers la succession de Thabo Mbeki, avec les mêmes acteurs et le même contenu. D'un côté, l'aile gauche de l'alliance tripartite au pouvoir, le parti communiste et le syndicat Cosatu, qui s'est jeté dans la défense du vice-président limogé, Jacob Zuma, pour médiatiser son opposition ; de l'autre, Thabo Mbeki, que les premiers veulent isoler sur ses orientations néo-libérales dont le coût social est de plus en plus lourd.

Le débat divise l'ANC au pouvoir et à l'approche de la fin des mandats et du renouvellement de la classe politique, au moins celle de l'ANC, les actions se font de plus en plus publiques. Ainsi, la commission d'enquête, en 2003, désignée pour répondre aux accusations du clan Zuma contre un des hommes de Mbeki d'avoir été un agent double durant la lutte contre l'apartheid. Les accusations de corruption, lancées contre le conseiller financier de Jacob Zuma, qui lui ont valu une condamnation de quinze ans de prison, le jugement d'appel est imminent. Mais, plus encore, de telles accusations ont permis d'accuser Jacob Zuma d'avoir profité de pots-de-vin versés par l'entreprise Thomson-CSF aujourd'hui Thales, dans le cadre du fabuleux contrat d'armes signé en 1999, au cours des premiers mois de la première présidence Mbeki. Au terme de ce procès, alors qu'il n'a jamais été entendu par les juges de son conseiller financier, Jacob Zuma a été limogé de son poste de vice-président et inculpé de corruption. Le procès, plusieurs fois reporté, s'est ouvert en septembre 2006.

Ces batailles, qui ponctuent le deuxième mandat de Thabo Mbeki, n'ont donné, jusque-là, la victoire à aucun des protagonistes. L'acquiescement dans le procès pour viol, qui a innocenté Jacob Zuma en juin dernier, reflète bien la difficulté, pour le président sud-africain, de se débarrasser politiquement de son rival. Dans

le contexte de ce pays où les agressions sexuelles restent le premier cas de criminalité, cette accusation aurait dû être mortelle. Elle a montré le niveau du débat, centré, une nouvelle fois, sur l'image plutôt que sur les positions politiques. Les images dévalorisantes se sont multipliées à l'encontre de Jacob Zuma lors du procès de son conseiller Financier, Shabir Shaik, le montrant, alors qu'il était ministre des finances du gouvernement provincial du Kwazulu-Natal, incapable de gérer ses comptes personnels, devant faire face à des plaintes bancaires pour chèques sans provision, mis en cause dans la gestion de dons reçus de la Fondation Mandela pour la reconstitution et l'entretien d'un village traditionnel dans les collines du Natal. Mais à aucun moment il n'a été question de divergences politiques, d'orientations alternatives pour diriger le pays.

Car il ne semble pas y en avoir. Jacob Zuma, bien que porteur de vieilles divergences durant la lutte contre l'apartheid, entre les « militaires » et les « diplomates », n'a jamais exprimé les mêmes doutes que ses alliés de la COSATU sur les options néo-libérales de Thabo Mbeki. Dans un article, très succinct, paru dans l'hebdomadaire de référence *Sunday Times*¹, il n'affiche, non seulement, aucun désaccord avec le Président, mais il reconnaît qu'il ne voit pas d'alternative à sa politique. Une intervention qui a semé le désarroi dans le camp de ses alliés, dont certains d'entre eux ont saisi l'occasion pour amorcer un début de divergence publique. C'est ainsi que le leader de l'aile « réformatrice » du Parti communiste, Jeremy Cronin, lui a retiré publiquement son soutien par un texte embarrassé vis-à-vis de l'« affaire », mais ferme dans la condamnation de la politique libérale du gouvernement Mbeki : une prise de distance par rapport à Zuma, mais pas de ralliement au Président. Une position apparue après une intervention très sèche de Nelson Mandela à une conférence du Parti communiste, où les délégués attendaient un soutien de l'ancien Président et qui ont reçu l'injonction de cesser toute contestation de la politique présidentielle.

Et c'est là que réside la seule victoire du président Mbeki et l'on a assisté, dans les semaines qui ont suivi le procès pour viol, à une chasse de tous ceux qui avaient manifesté quelque sympathie à Jacob Zuma, dans le plus pur style des purges staliniennes, où l'on dresse les uns contre les autres et sanctionne les différentes

¹ Intervention de Jacob Zuma dans une émission de « chat show » à la radio SABC, rendu compte dans le *Sunday Times* du 25 octobre 2006.

organisations internes du mouvement. C'est ainsi que les jeunesses de l'ANC, qui font partie du soutien le plus fort à Jacob Zuma, mais souffrent d'une faible représentativité dans la jeunesse du pays, ont été les premières sanctionnées, notamment par la diminution drastique de leur subvention et par des dénonciations récurrentes de corruption rendues publiques opportunément par la presse. En revanche, l'organisation des femmes, qui semblait partagée, est passée dans le camp Mbeki après l'inculpation de viol.

La tactique vis-à-vis de la COSATU est différente, parce qu'elle est plus difficile à mesurer en terme électoral et c'est ce qui intéresse le plus Thabo Mbeki pour le moment : évaluer son influence au sein de la base de l'ANC, dans les townships et pas seulement dans l'appareil. Le rassemblement dans la défense du vice-président déchu, après son inculpation de corruption, montre que Thabo Mbeki avait sous-estimé le rapport de force interne, et par là celui de la COSATU, en faveur de Jacob Zuma. Une condamnation de ce dernier pour violence sexuelle aurait permis de le faire disparaître définitivement du champ politique. Cependant, l'acquiescement n'aura pas empêché la division et donc l'affaiblissement de son camp.

Les deux échéances à venir, le deuxième procès Zuma pour lequel il est accusé de corruption et le dixième congrès de la Cosatu seront des indications importantes du rapport de force.

Des échéances essentielles pour l'avenir

La comparution pour corruption de l'ancien vice-Président devant un tribunal de Pietermaritzburg, capitale administrative de la province du Kwazulu-Natal, son fief, risque d'être une étape plus difficile que le procès pour viol de Johannesburg.

Les accusations portées contre lui portent sur des sommes mineures, 500 000 rands (62 000 €) par an pour soutenir l'image de l'entreprise Thales dans des contrats futurs, mineures au regard des millions de dollars qui sont passés sous la table dans cet extravagant contrat militaire. La manœuvre politique apparaissait évidente : dès 2003, à travers le procès de Shabir Shaik, c'est bien Jacob Zuma qui était visé.

Pourtant, alors que rien ne semblait avoir été laissé au hasard dans la préparation du procès en corruption, l'issue a fait l'effet d'un nouveau coup de tonnerre. Jacob Zuma n'a pas été acquitté, mais, selon le juge Msimang, les dossiers se sont révélés tellement vides et mal ficelés par les services du procureur national qu'ils n'ont pas pu être jugés. Il est possible de rouvrir ce procès, mais il est peu probable que ce soit le cas au cours de cette dernière

année avant la conférence de l'ANC. Il reste donc, au-dessus de la tête de Jacob Zuma une épée de Damoclès, mais moins lourde que celle qui pesait jusqu'à l'étrange dénuement de ce procès. Pour les partisans de l'ancien vice-Président, la voie vers la présidence est grande ouverte, l'intéressé est beaucoup plus discret, il n'exige plus de retrouver son poste de vice-président.

Côté COSATU, la préparation du congrès se déroule dans la division. En juillet, la démission de quelques membres de la direction, qui ont accepté des postes dans l'appareil d'État ou dans des directions administratives locales, a incontestablement accentué le malaise perceptible depuis le procès pour viol de Jacob Zuma. Notamment parmi les femmes qui, comme celles de l'African National Congress Women's League (ANCWL), se sont désolidarisées de l'ancien vice-président, en raison des propos irresponsables qu'il a tenu, lors des débats du procès². Selon certains analystes proches des milieux syndicaux, le soutien de Zuma serait le principal facteur de ces démissions, d'autres mettent en avant la direction autoritaire du secrétaire général Zwelinzima Vavi, qui va se trouver en compétition avec Silumko Nondwangu, le secrétaire général du syndicat des mineurs, le NUM. Un syndicat décisif qui a toujours été très proche de l'appareil de l'ANC, avant et après 1994.

Autre ombre sur la préparation du congrès, les tensions de plus en plus fortes entre le président de la COSATU, Willie Madisha, et le secrétaire général Zwelinzima Vavi. On parle de conspiration, des modérés contre les radicaux, le climat entre le bureau national et certaines fédérations est devenu irrespirable et avec l'introduction du leader du SACP, Blade Nzimande, la bataille a pris un tour très idéologique, mais finalement toute la direction a retrouvé son poste mais ils devront diriger une organisation très divisée.

Dans ce contexte, le discours de Thabo Mbeki en ouverture de la réunion du National Executive Committee (NEC), le comité central de l'ANC, en juillet, avait pour but de couper court à de nouveaux détournements de débats par les supporters de Jacob Zuma³. Un discours dans lequel il appelle à plusieurs reprises à

² Le tribunal n'a pas reconnu le viol, mais l'existence de rapports sexuels consentis avec la plaignante, militante anti-sida et qui a reconnu être porteuse du virus. Lorsque le juge a demandé à Jacob Zuma si ces rapports avaient été protégés, celui-ci a répondu qu'il avait pris une douche. Une intervention jugée irresponsable au regard de la situation de l'épidémie en Afrique du Sud.

³ Thabo Mbeki a précisé que quatre dernières réunions du NEC avaient pratiquement été consacrées à Jacob Zuma.

l'unité du mouvement. Il rejette toute idée de conspiration contre son vice-président. Il réfute toute idée de crise au sein de l'ANC et récuse ceux qui en parlent. Il nomme, à ce propos, le SACP, dont il affirme qu'il se joint aux « ennemis historiques » de l'ANC. Il cite longuement un des textes publié par le parti communiste dans lequel on trouve une vigoureuse dénonciation de l'incapacité de l'ANC à vaincre la pauvreté, de son manque de volonté à se trouver auprès des plus démunis, de la corruption et du carriérisme qui sévissent dans son personnel politique à travers l'émergence d'un « capitalisme noir » et surtout la nécessité d'une discussion entre les trois parties de l'alliance gouvernementale. Le Président Mbeki, dans ce discours, répond point par point en se lançant dans une énumération détaillée des exigences politiques et sociales contenues dans les manifestes de l'ANC à l'occasion des trois scrutins parlementaires. Pour conclure, il estime que son parti et ses dirigeants n'ont pas démérité, hormis, peut-être, certaines directions locales comme celle du Cap, dont les divisions, selon lui, ont permis à la Democratic Alliance, le premier parti d'opposition, de reprendre la ville, lors du scrutin de mars dernier.

Dans la discussion qui a suivi Thabo Mbeki a reconnu que la crise que traverse le mouvement est la pire de toutes celles qu'a connues l'ANC au cours de sa longue histoire. Et pour appuyer ses dires, certains membres du NEC affirment que le discours a été suivi d'abord d'un silence avant que n'éclatent les traditionnels applaudissements. Les mêmes racontent que Zuma a opposé à son rival une *stoned face* et n'a fait aucun commentaire, n'a rien laissé paraître, même lorsque Thabo Mbeki a affirmé qu'il n'y avait aucune divergence entre lui et Zuma.

Il semble, cependant, que cette crise, tellement étalée sur la place publique, ce qui n'est pas dans les traditions de l'ANC, et surtout le déroulement et le résultat des élections locales, en mars dernier, qui ont été marquées par une désaffection du corps électoral, ont secrètement alarmé les dirigeants de l'ANC. Il est difficile de comparer les résultats de ce scrutin très complexe avec celui de l'élection à la proportionnelle des parlementaires, mais si l'on se base uniquement sur le nombre d'électeurs de l'ANC, il est en forte diminution comparé au précédent scrutin de 2004⁴. Enfin,

⁴ En 2004, l'ANC avait recueilli 10 880 915 voix et 69,69 %, en mars 2006 6 469 420 et 65,66 %. Sources de la Commission électorale. Cependant, la comparaison doit se limiter à ces chiffres, car les scrutins sont de nature et de forme différentes.

la campagne électorale a montré que la plus forte contestation de la politique gouvernementale est venue des townships les plus déshérités et de leurs banlieues, des bidonvilles particulièrement touchés par la pauvreté, le chômage et l'épidémie du sida. Pendant la campagne et depuis le scrutin, des émeutes se sont produites à plusieurs reprises qui dénoncent l'absence de respect des promesses électorales de l'ANC.

Le discours de Thabo Mbeki semble avoir convaincu une partie des intellectuels. La réaffirmation des principes de la lutte, comme si la longue énumération des promesses électorales avait réveillé les espoirs suscités par la victoire sur l'apartheid et le Parti National. La volonté de « rééducation », sur les principes, sur la tradition du combat collectif, que mettent en avant les dirigeants qui sillonnent les provinces, depuis la fin du mois de juillet et la réunion du NEC, pour expliquer et convaincre la base, donnent un aspect militant qui ne déplaît pas à ces intellectuels dont la majorité d'entre eux a connu la lutte à l'intérieur des frontières, le plus souvent en prison, alors que les nouveaux businessmen, qui se sont le plus enrichis, n'ont pas connu le travail quotidien de l'engagement militant. Ils ont vécu la lutte en exil, dans des universités américaines ou européennes. Ils doivent tout à Thabo Mbeki.

Et c'est pourtant eux qui, après son discours à la réunion du NEC, sont dans la ligne de mire du Président. Le *Sunday Times*, hebdomadaire en général bien informé, a ouvert le feu en publiant une liste des « riches », *Sunday Times Rich List*, où figurent de nombreux dirigeants du parti de Nelson Mandela. En réponse, ou en connivence, l'ANC limiterait, on ne sait pas dans quelles mesures, les possibilités d'enrichissement, par leurs investissements dans le monde des affaires, de ses membres et de leurs épouses. Dans la liste du *Sunday Times*, cinq membres du NEC seraient en possession d'un portefeuille d'actions de 170 millions d'euros, sans compter les villas somptueuses, les voitures luxueuses et le mode de vie dispendieux.

Et même si en tête de cette liste se trouvent des Blancs, comme Rupert, Oppenheimer et Lakshmi Mittal, peu importe qu'il soit Indien, le premier Noir est Patrice Motsepe, le beau-frère du ministre du transport. Cet étalage de richesse est l'élément le plus fort de la distance prise entre l'ANC et la majorité des Sud-Africains pauvres.

A cela s'ajoute la corruption qui sévit dans tous les milieux et constitue un véritable fléau. Dans les équipes politiques locales, il n'est pas de jour sans la révélation d'un scandale, même si parfois ces révélations sont peu étayées.

On ne voit pas très bien comment les bonnes résolutions de la direction de l'ANC pourraient devenir effectives. Les habitudes sont prises, depuis longtemps, d'ailleurs : l'ANC est un des mouvements de libération nationale qui ont reçu le plus d'argent pour soutenir leur lutte et plusieurs scandales ont été discrètement dissimulés dans les délégations en exil.

Le mouvement de redressement, qui serait à la base du respect des promesses électorales, énumérées dans le discours du NEC, s'accompagne de mesures de mises au pas inquiétantes. Le gouvernement vient de donner le feu vert au Parlement, pour organiser le vote d'un amendement aux lois sur la presse et les images qui est jugé liberticide par le milieu des media, qui dénoncent l'introduction de la notion de censure qui n'existe pas dans la loi actuelle. Le gouvernement a invoqué la protection des mineurs, mais de subtils *distinguo* exprimés sous la forme de « *prior restraint* » appliqué à certaines publications ou films font naître de vraies inquiétudes dans un pays où la censure a eu de si beaux jours. Et ce d'autant plus que l'introduction de cet amendement se situe dans un contexte où la SABC, la radio-télévision d'État, a bloqué la diffusion d'un documentaire sur la vie de Thabo Mbeki, en mai dernier, et que de nombreuses voix dénoncent l'existence de listes de « mauvais » journalistes au sein de la SABC ainsi que les pressions que chacun subit dans l'exercice de son travail.

Tout récemment, les mésaventures des militants anti-sida du TAC, *Treatment Action Campaign*, marquent également un raidissement. Les interventions des représentants de l'ONG à la conférence de l'ONUSIDA, à Toronto, ont été condamnées dans des termes extrêmement virulents par le porte-parole de l'ANC et 35 membres de TAC ont été arrêtés au Cap alors qu'ils tentaient d'occuper le palais du gouvernement provincial. Dans sa condamnation, Smuts Ngonyzama déclarait que « les élections [concernant les antirétroviraux] font partie de la politique de l'ANC, majoritairement approuvée par le peuple sud-africain dans les élections successives ».

Conclusion

A quelques mois de la conférence quinquennale qui désignera le président du mouvement, mais surtout son candidat à la prochaine élection présidentielle, malgré toutes les péripéties médiatiques et les aléas de la crise, l'enjeu de la bataille reste le maintien ou non de l'alliance gouvernementale.

Depuis 1999, date de l'élection de Thabo Mbeki à la présidence de la République, les pressions sont fortes pour une rupture de cette alliance. Très récemment, dans le courant du mois d'août, le SACP posait publiquement la question de sa participation en tant que membre de l'alliance, au scrutin de 2009. Malgré ces pressions, notamment à la base du syndicat COSATU, aucun des dirigeants de l'alliance, quels qu'ils soient, ne se risque à amorcer une sortie. Dans l'entourage de Thabo Mbeki, pour la nouvelle classe d'hommes d'affaires noirs, la rupture pourrait se justifier par la nécessité d'un parti qui réponde aux aspirations de cette catégorie sociale. Pour le président Mbeki, elle serait utile pour stabiliser ce milieu noir des affaires, qui se reconnaît de moins en moins dans les références de l'ANC à la lutte contre l'apartheid, un certain nombre d'entre eux n'y ayant participé que de loin, en exil ou dans des universités américaines ou européennes. Cependant, la sous-estimation du rapport de force qui s'est révélé à la suite du limogeage de Jacob Zuma incite le président à la prudence.

Côté COSATU et Parti communiste, les dirigeants ne semblent pas prêts à sauter le pas de l'indépendance politique. Ils justifient leur immobilisme par l'influence, voire le pouvoir de contrôle sur la politique présidentielle que leur donnerait leur participation à l'alliance gouvernementale. Ils ont pourtant transféré, dans les années qui ont suivi 1994, de nombreux dirigeants syndicaux dans l'appareil d'État⁵ sans avoir rien obtenu en retour de décisif dans les choix politiques de Thabo Mbeki. De plus, l'exemple de la mini-crise, provoquée par le populisme de Winnie Mandela en 1991 avait montré la difficulté, voire l'impossibilité, de détacher des pans significatifs de l'ANC, qui reste, en terme d'image, le seul parti représentant le peuple noir sud-africain⁶. Jacob Zuma l'a

⁵ C'est le cas, notamment, de Trevor Manuel, ministre de l'Économie, Alec Erwin, ministre du Commerce et de l'industrie.

⁶ On pourrait citer d'autres exemples, comme celui de Bantu Holomisa, ancien militaire du bantoustan du Transkei qui avait été porté au pouvoir du bantoustan par un coup d'État, largement soutenu et organisé par l'ANC, dans les dernières années de la lutte. Le Transkei était alors devenu, comme le Lesotho, l'arrière-poste de MK. Bantu Holomisa qui était très populaire, notamment auprès de la jeunesse, et, entré en dissidence après avoir dénoncé la corruption dont avait bénéficié Stella Sidcau, ministre du gouvernement de Mandela, il a été expulsé de l'ANC, du gouvernement et du parlement en 1996. A cette date, il fonde un parti, l'*United Democratic Movement*, UDM, qui sera l'objet des foudres de l'ANC et qui vient quasiment de disparaître lors du scrutin local de mars dernier.

parfaitement compris, qui joue totalement et sans faille la carte de l'ANC.

C'est donc la rupture de l'alliance gouvernementale qui marquerait l'épilogue de la crise ouverte pendant la lutte contre l'apartheid. La nature et l'histoire de la constitution de l'alliance sont d'ailleurs un élément central du débat politique actuel⁷. Aujourd'hui, la classe politique s'interroge sur la place et les prérogatives d'un syndicat dans une alliance dont le but est de gouverner le pays. Ce dénouement, s'il se produit, se situerait dans la continuité de la dissolution de l'*United Democratic Front* (UDF), en 1995, un cartel de plusieurs centaines d'organisations qui, pendant la lutte contre l'apartheid, a servi de bras politique à l'ANC et dont le syndicat COSATU fut l'âme... et le sergent recruteur.

⁷ Dans une longue colonne, publiée dans le *Sunday Times* du 13 août 2006, Trevor Manuel explique comment s'est opérée la transformation du RDP en GEAR à la 50^e conférence de l'ANC à Mafikeng en 1997. Il donne de ce débat une vision très consensuelle, mais en 1997, les choses étaient déjà jouées, il n'y avait plus de ministère du RDP, son ministre, Jay Naidoo, avait été transféré à celui des Postes et télécommunications, pour disparaître complètement avec l'élection de Thabo Mbeki en 1999. Jay Naidoo était un de ces dirigeants syndicaux « donnés », en 1994, par la COSATU au gouvernement.

